



Décision n° CODEP-DCN-2026-025537 du président de l’Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection du 27 avril 2026 autorisant Électricité de France à modifier de manière notable les modalités d’exploitation autorisées du réacteur n° 2 de la centrale nucléaire de Chinon (INB n° 107), du réacteur n° 4 de la centrale nucléaire de Cruas (INB n° 112), du réacteur n° 3 de la centrale nucléaire de Dampierre (INB n° 85), des réacteurs n°s 1 et 3 de la centrale nucléaire de Gravelines (INB n° 96 et n° 97), du réacteur n° 1 de la centrale nucléaire de Saint-Laurent (INB n° 100) et du réacteur n° 2 de la centrale nucléaire de Tricastin (INB n° 87)

Le président de l’Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection,

Vu le code de l’environnement, notamment ses articles R. 593-55 à R. 593-58 ;

Vu le décret du 14 juin 1976 autorisant la création par Électricité de France de quatre tranches de la centrale nucléaire de Dampierre-en-Burly dans le département du Loiret ;

Vu le décret n° 76-594 du 2 juillet 1976 modifié autorisant la création par Électricité de France de quatre tranches de la centrale nucléaire du Tricastin dans le département de la Drôme ;

Vu le décret n° 77-1190 du 24 octobre 1977 modifié autorisant la création par Électricité de France de quatre tranches de la centrale nucléaire de Gravelines dans le département du Nord ;

Vu le décret du 8 mars 1978 autorisant la création par Électricité de France de deux tranches de la centrale nucléaire de Saint-Laurent-des-Eaux dans le département de Loir-et-Cher ;

Vu le décret du 4 décembre 1979 autorisant la création par Électricité de France de deux tranches de la centrale nucléaire de Chinon dans le département d’Indre-et-Loire ;

Vu le décret du 8 décembre 1980 autorisant la création par Électricité de France de quatre tranches de la centrale nucléaire de Cruas dans le département de l’Ardèche ;

Vu l’arrêté du 7 février 2012 modifié fixant les règles générales relatives aux installations nucléaires de base ;

Vu la décision n° 2017-DC-0616 de l’Autorité de sûreté nucléaire du 30 novembre 2017 modifiée relative aux modifications notables des installations nucléaires de base ;

Vu la demande d’autorisation de modification notable transmise par courrier D455626036986 du 10 avril 2026 ;

Considérant ce qui suit :

1. Par courrier du 10 avril 2026 susvisé, EDF a déposé, en application de l’article R. 593-56 du code de l’environnement, une demande d’autorisation de modification notable du chapitre 9 des règles générales d’exploitation afin de considérer la turbopompe du circuit d’alimentation de secours des générateurs de vapeur disponible en cas de non-respect du critère de débit minimum injecté à basse pression dans les générateurs de vapeur ;
2. Cette modification constitue une modification notable relevant du régime d’autorisation de l’Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection régi par l’article R. 593-55 du code de l’environnement ;

Décide :

Article 1^{er}

Électricité de France, ci-après dénommée « l'exploitant », est autorisée à modifier de manière notable les modalités d'exploitation autorisées du réacteur n° 2 de la centrale nucléaire de Chinon (INB n° 107), du réacteur n° 4 de la centrale nucléaire de Cruas (INB n° 112), du réacteur n° 3 de la centrale nucléaire de Dampierre (INB n° 85), des réacteurs n°s 1 et 3 de la centrale nucléaire de Gravelines (INB n° 96 et n° 97), du réacteur n° 1 de la centrale nucléaire de Saint-Laurent (INB n° 100) et du réacteur n° 2 de la centrale nucléaire de Tricastin (INB n° 87) dans les conditions prévues par sa demande du 10 avril 2026 susvisée.

Article 2

La présente décision peut être déférée devant le Conseil d'État par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification.

Article 3

Le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection est chargé de l'exécution de la présente décision, qui sera notifiée à l'exploitant et publiée au *Bulletin officiel* de l'Autorité de sûreté nucléaire et de radioprotection.

Fait à Montrouge, le 27 avril 2026.

Pour le président de l'ASNR et par délégation,
la directrice adjointe de la direction des centrales
nucléaires
signé par

Aline FRAYSSE